TRANSFORMATIONS DE POSTES

M. BOURGEOIS présente le dossier :

En application de la loi du 19 février 2007, visant à réformer la Fonction Publique Territoriale, en particulier dans le domaine des avancements de grade, le Conseil Municipal a délibéré en date du 30 novembre 2007, sur la détermination des taux de promotion, fixés à 100 %.

Au titre de l'année 2008, les agents promouvables au grade supérieur sont inscrits sur des tableaux d'avancement de grade, dès lors qu'ils détiennent les conditions d'ancienneté requises.

A cet effet, il convient de proposer au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer sur la transformation des postes suivants, à effet du 1^{er} juillet 2008 comme suit :

- 1 Rédacteur Principal en 1 Rédacteur Chef
- 1 Rédacteur en 1 Rédacteur Principal
- 1 Technicien Supérieur Principal en 1 Technicien Supérieur Chef
- 3 Adjoints Techniques Principaux de 2^{ème} Classe en 3 Adjoints Techniques Principaux de 1^{ère} Classe
- 1 Adjoint d'Animation de 1^{ère} Classe en 1 Adjoint d'Animation Principal de 2^{ème} Classe
- 1 agent de Maîtrise Principal en poste d'agent de Maîtrise.

M. BERNARD demande quel sera l'impact budgétaire de ces transformations de postes, et pour une meilleur visibilité s'il peut obtenir le tableau des employés communaux.

M. BOURGEOIS répond que cela intervient dans le Glissement Vieillesse Technicité. Dès lors, chaque fois et quelque soit l'impact budgétaire, quelque soit le poste, la transformation du poste est proposée, étant entendu que cette mesure s'appliquera toujours à un agent méritant. L'impact budgétaire n'est pas si important que cela.

Considérant la détermination du taux d'avancement de grade de la Commune,

Considérant les tableaux d'avancements de grade pour l'année 2008,

Vu l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire en date du 10 juin 2008,

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **A L'UNANIMITE**,

AUTORISE la transformation des postes tels que décrits ci-dessus.

DIT que ces mesures prendront effet au 1^{er} Juillet 2008.

INSTAURATION D'INDEMNITES D'ASTREINTE ET DE PERMANENCE

M. BOURGEOIS présente le dossier.

Conformément au décret 2005-542 du 19 mai 2005, relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

l'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Les tarifs diffèrent selon l'appartenance de l'agent

	Filière Technique		Autres filières
	Astreintes d'exploitation et de sécurité	Astreinte de décision	
Semaine complète	149.48 €	74.74 €	121.00 €
Du lundi matin au vendredi soir	40.20 €	20.10 €	45.00 €
Week-end, du vendredi soir au lundi matin	109.28 €	54.64 €	76.00 €
Nuit entre le lundi et le samedi (<10h)	8.08 €	4.04 €	10 €
Nuit entre le samedi matin (>10h)	10.05 €	5.03 €	10 €
Samedi	34.85 €	17.43 €	18 €
Dimanche et jours fériés	43.38 €	21.69 €	18 €

Peuvent en bénéficier les agents titulaires, stagiaires et non titulaires issus de toutes les filières de la Fonction Publique (lors du Conseil Municipal du 26 janvier 2007, il a été délibéré l'instauration d'indemnités d'astreintes pour la filière technique).

M. BOURGEOIS répond que, par exemple, des personnes vont à l'Espace Jean Monnet pour servir de relais entre l'association utilisatrice et les services techniques. Le règlement d'utilisation de ces locaux prévoit qu'il ne peut pas y avoir de manifestation à l'intérieur de la salle sans la présence d'un personnel de la commune, et sans qu'il ne s'agisse forcément d'un technicien. Il est donc proposé de bien vouloir délibérer pour étendre l'application de cette indemnité aux autres filières.

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

Considérant que certains personnels pourraient bénéficier de cette indemnité,

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **A L'UNANIMITE**,

DECIDE l'application du nouveau régime d'indemnités d'astreinte et d'intervention pour toutes les filières,

PRECISE que les revalorisations réglementaires qui pourront intervenir, s'appliqueront automatiquement,

DIT que les dépenses correspondantes sont inscrites sur l'exercice en cours

**AVENANT N°7 A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL
AVEC LA COMMUNE D'ETRECHY**

M. BOURGEOIS présente le dossier.

Des agents titulaires de la filière animation de la Communauté de Communes exercent une activité au sein des restaurants scolaires de la Commune d'Etréchy dans le cadre de la surveillance des cantines.

Aussi, il est nécessaire d'inclure dans le dispositif de mise à disposition le temps de cantine scolaire effectué par ces agents. La Commune d'Etréchy s'engage auprès de la Communauté de Communes à procéder à un remboursement des traitements, primes et charges correspondants sur présentation d'un titre de recette mensuel émis par la Communauté à son encontre.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer sur ce point.

Vu l'article 166 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention de mise à disposition de personnels passée avec la commune d'Etréchy en date du 17 décembre 2004,

Considérant que les fonctions exercées par ces agents au sein des restaurants scolaires de la Commune d'Etréchy correspondent à leur cadre d'emploi,

APRES DELIBERATION, le Conseil Communautaire,

APPROUVE l'avenant n°7 comme suit :

Article 2 : Cette mise à disposition concerne les personnels suivants :

- *MME AUCLERE Coralie, adjoint d'animation 2^{ème} classe pour 18 % d'un temps plein.*
- *M. LEPELTIER Etienne, adjoint d'animation 2^{ème} classe pour 18 % d'un temps plein.*
- *MME ORTIZ Isabelle, adjoint d'animation 2^{ème} classe pour 18 % d'un temps plein.*

- *MME BOUCHET POIGET, adjoint d'animation 2^{ème} classe pour 18.04 % d'un temps plein.*

Le reste sans changement.

APRÈS DÉLIBÉRATION, le Conseil Municipal, par **21 voix POUR, 7 ABSTENTIONS** (M. GLEYZE, Mme S.RICHARD, MM.HERVOIR, BERNARD, Mme RUSTIGNOLI, M. BERNARD, Mme GAUTRELET)

APPROUVE l'avenant tel que détaillé ci-dessus.

Lecture du courrier de Madame GAUTRELET du Groupe Etréchy 2008.

M. BOURGEOIS donne lecture :

En septembre 2007 a été découvert à Milly-la-Forêt une parcelle de maïs OGM en plein champ, alors que la région Ile de France a voté pour une région sans OGM.

Je vous demande de bien vouloir mettre en délibération un arrêté visant à interdire la culture des OGM à l'échelle locale, en vertu de votre pouvoir de police qui s'applique à la santé et à l'ordre public.

La commune respecterait ainsi le principe de précaution qui figure en préambule de la Constitution, depuis que Jacques CHIRAC y a fait intégrer la Charte de l'environnement en 2005 (« Lorsque la réalisation d'un dommage (...) affecte de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent (...) à la mise en œuvre de procédure d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage »).

REPONSE :

En ce qui concerne la délibération, il s'agit de la délibération du conseil Régional d'Ile de France, il l'a voté, c'est son droit, il est hors la loi, il ne sera pas proposé au vote de l'assemblée délibérante d'Etréchy quelque chose qui serait hors la loi.

L'indication selon laquelle il conviendrait de mettre un arrêté en délibéré n'est pas recevable, puisqu'un arrêté relève de la seule compétence du Maire.

En ce qui concerne ces OGM, actuellement il y a une réflexion qui est prise très au sérieux par tous les partenaires. Ainsi, la Chambre d'Agriculture est favorable à ce que les essais se poursuivent, dans des parcelles bien identifiées. Concernant la parcelle de Milly la Forêt, elle a été déclarée comme parcelle OGM.

Le groupe Etréchy 2008 Ensemble et Solidaires demande une permanence pour le groupe

« Le groupe Etréchy 2008 Ensemble et Solidaires Souhaite organiser une permanence le 1^{er} samedi de chaque mois en Mairie.

Pouvez vous mettre un local à notre disposition ce jour là entre 10 h 00 et 12 h 00 ?

Indiquer dans les supports informatifs de la commune les modalités de notre permanence ? »

REPONSE :

M. BOURGEOIS : C'est de droit, il n'y a absolument aucun problème, bien évidemment vous pourrez organiser votre permanence.

Lecture du courrier du conseil municipal des jeunes au conseil :

M. BOURGEOIS donne lecture de la lettre

Les conseillers du CMJ sont :

- Valentin HUBERT
- Yannis KHOULDI
- Robin BOLLENDORFF
- Morgane DELVAL
- Robert BRAD
- Lucile DACHICOURT

Ils travaillent sur le projet d'amélioration des jeux des écoles d'Etréchy.

« Après une enquête nous avons constaté que l'école de Saint Exupéry avait eu une table de ping - pong, l'école des Lavandières a un panier de Basket, l'école de Schuman n'a pas de jeux ; nous pensons que cela n'est pas équitable.

Nous proposons de mettre des buts dans les écoles Schuman et les Lavandières, un panier de Basket dans les écoles Saint Exupéry et Schuman ».

REPONSE de Mme BATREAU:

Le principe du conseil Municipal de Jeunes est d'apprendre à des jeunes le fonctionnement du Conseil Municipal et de les aider dans l'apprentissage de la citoyenneté. Il s'agit également de montrer comment on monte un projet et comment on va jusqu'à son terme.

L'aboutissement de cette première démarche, c'est une lettre au Conseil Municipal. Il leur sera dit qu'elle a été lue et que la réponse est de savoir comment trouver un financement.

Le CMJ va travailler maintenant sur la pertinence du financement et des moyens pour le trouver.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h50.